

*Monsieur Fehr, comment vous sentez-vous dans vos nouvelles fonctions de maire de Bienne ?*

Erich Fehr : Très bien. C'est un travail passionnant, varié et exigeant pour lequel je peux compter sur une équipe de collaborateurs et de collègues au Conseil municipal très engagés. Il faut cependant un à deux ans pour être vraiment familiarisé avec les fonctions de maire, le temps de vivre soi-même tout le processus qui va de l'élaboration du budget à la clôture des comptes.

*Quels sont à vos yeux les principaux défis de la législature en cours ?*

Fehr : Sans aucun doute les finances. La situation financière de la Ville de Bienne est actuellement assez bonne, mais nous dépendons fortement des recettes fiscales des personnes morales, donc de l'économie, en particulier des exportations. Si celles-ci souffrent des effets du franc fort, les recettes de la Ville en ressentiront les répercussions de manière différée. Du côté des dépenses, il y a un besoin d'investissements importants dans le domaine scolaire, et nous avons par ailleurs une proportion élevée de bénéficiaires de l'aide sociale.

*Quelle est votre position face au nombre croissant de personnes qui dépendent de l'aide sociale ?*

Fehr : Je ne considère pas qu'il s'agit uniquement d'un problème financier ; c'est avant tout un problème de politique sociale. En tant que pouvoirs publics, nous devons avoir l'ambition d'offrir à notre population des conditions de vie et donc de logement dignes. C'est aussi pour cela que nous avons besoin de l'Etat. En Ville de Bienne, c'est Casanostra qui assume cette tâche depuis un certain temps, car la Ville elle-même ne propose plus de logements sociaux ni de logements de secours et n'en a d'ailleurs jamais offert en grand nombre.

*Que pensez-vous de ce modèle qui consiste à déléguer à des tiers une tâche publique via des contrats de prestations ?*

Fehr : Dès lors que la collaboration a fait ses preuves, comme dans le cas de Casanostra, il n'y a aucune raison d'abandonner ce modèle. Des prestations publiques peuvent souvent être fournies de manière plus souple et parfois même plus efficace en passant par des tiers plutôt qu'en les intégrant à l'administration. L'important est que la Ville de Bienne puisse assurer un nombre suffisant de logements de secours et de logements sociaux qui remplissent leur fonction.

*Casanostra part du principe que le logement est le pivot et la clé de voûte de toute intervention de travail social, et qu'en des circonstances de vie difficiles, stabiliser la situation du logement constitue déjà un grand progrès. Partagez-vous ce point de vue ?*

Fehr : Absolument. Une situation de logement à peu près satisfaisante fournit un cadre stabilisant. Cela apparaît très clairement quand on observe la situation des « marginaux » qui sont pour nous un motif régulier de préoccupations autour de la gare. Nous aurions fait un grand pas en avant si nous parvenions à les aider à gérer eux-mêmes leur ménage. Ils seraient alors occupés plusieurs heures par jour à faire des courses, à cuisiner et à accomplir des tâches quotidiennes.

*Casanostra est une association qui offre non seulement une aide au logement mais également du logement dans ses propres immeubles. C'est une stratégie unique en Suisse. Estimez-vous que cette combinaison est judicieuse ?*

Fehr : Il suffit d'aller à Mâche pour comprendre pourquoi c'est judicieux, pour constater que l'immeuble géré par Casanostra se distingue favorablement des immeubles locatifs qu'on trouve par exemple à la route de Madretsch, des maisons en trompe-l'œil en quelque sorte, qui, vues de l'extérieur, n'ont pas l'air trop délabrées mais le sont à l'intérieur. Dans de tels immeubles, il est très difficile de créer des situations stables de logement, même avec le travail social qui propose Casanostra.

*Le problème ne tient-il pas aussi au fait que le marché ne joue pas dans le segment de prix inférieur ?*

Fehr : On peut le voir comme ça. Dans ce genre d'immeubles, les bailleurs optimisent leurs rendements en investissant aussi peu que possible et en fixant pour une famille de cinq personnes le loyer maximum pris en compte par les normes CSIAS pour qu'il soit pris en charge par l'Etat. Les locataires ne sont donc pas les seuls à souffrir d'une telle pratique, les pouvoirs publics en font également les frais.

*Comment cela ?*

Fehr : On risque de voir se former des ghettos dans lesquels se développe une spirale délétère avec tous les coûts que cela entraîne pour la société, car ce type d'immeubles attire des

personnes qui ne trouvent pas de logement ailleurs. La Ville n'a que peu de moyens pour renverser la tendance, en essayant d'aménager des espaces extérieurs agréables.

*Casanostra fait valoir qu'il plus facile de maîtriser le profil des locataires dans ses propres immeubles que dans des immeubles appartenant à des tiers.*

Fehr : C'est également ce que l'on constate parfaitement à Mâche. Les problèmes d'intégration s'y superposent souvent à des problèmes culturels. Quand, dans un immeuble, plus de la moitié des locataires appartient à un autre milieu culturel, les choses ne tardent pas à tourner. Très vite, plus personne dans la maison ne connaît bien les us et coutumes locaux, et ne peut avoir un rôle intégrateur. Les immeubles de Casanostra sont habités par une population plus hétérogène, pas seulement en termes de nationalité, mais aussi d'âge et de statut social.

*Depuis plusieurs années, Casanostra signale que la demande de ses prestations augmente constamment. Est-ce crédible à vos yeux ?*

Fehr : Il est vrai que l'on reproche souvent aux institutions sociales de stimuler la demande en proposant une offre, autrement dit l'offre stimulerait la demande. Mais il faut bien admettre que la société évolue de plus en plus rapidement et que les individus qui perdent pied, temporairement ou définitivement, sont de plus en plus nombreux, que ce soit en raison de longues périodes de chômage, de toxicomanies ou de dépressions. Il est évident qu'une personne qui souffre par exemple de dépression peut avoir du mal à gérer seule son ménage, ce qui entraîne une hausse de la demande des prestations offertes par Casanostra.

*Pour adapter l'offre à la demande, Casanostra souhaiterait acheter d'autres immeubles. L'association peut-elle compter sur le soutien de la Ville ?*

Fehr : Il y a à peine trois ans, j'ai vu comment un projet d'acquisition de ce type à la Länggasse a échoué parce que le directeur des Affaires sociales et le directeur des Finances de l'époque n'étaient pas d'accord sur la question. Il est important de respecter la séparation des pouvoirs : l'acquisition d'un nouvel immeuble est du ressort de Casanostra, c'est à elle qu'il revient de mener les négociations nécessaires et ce n'est pas à l'Administration municipale des immeubles de le faire. Si, dans ses grandes lignes, le projet est intéressant, le Conseil municipal sera certainement très bien disposé à l'égard d'une contribution financière.

*La gauche a régulièrement reproché à votre prédécesseur de trahir son origine sociale-démocrate en tant que maire de la Ville. Comment vivez-vous votre fonction de maire social-démocrate ?*

Fehr : Il est indéniable qu'il y a des contradictions. Et c'est ce qui rend mon travail passionnant. En tant que maire de la Ville, je ne peux pas agir uniquement pour les pauvres ou pour les riches, mais je dois tenter de répondre aux intérêts du plus grand nombre. Cela ne signifie pas que je laisse mes habits de social-démocrate aux vestiaires avant d'entrer dans mon bureau mais cela veut dire que je ne veux pas essayer de faire passer aveuglément les revendications de la gauche. Je partage la position de Willy Ritschard qui disait qu'un Etat pauvre ne pouvait pas être un Etat social. En tant que maire social-démocrate, je dois donc aussi penser à mes sources de revenus, à l'argent dont la Ville a besoin pour conserver ses acquis sociaux et politiques.

Enregistré par Patrick Probst en juillet 2011